

print

Pourparlers de paix farc-gouvernement rompus en Colombie

De [André Maltais](#)

Global Research, janvier 25, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/pourparlers-de-paix-farc-gouvernement-rompus-en-colombie/5320462>

DERNIÈRE HEURE : LES FARC METTENT FIN À LA TRÊVE UNILATÉRALE

ndlr. cet article de notre collaborateur André Maltais a été écrit avant la rupture des pourparlers. son analyse des forces en présence permet de comprendre les causes de la rupture des pourparlers de paix.

Le 4 septembre, le président colombien, Juan Manuel Santos, prenait le monde par surprise en officialisant le début de pourparlers de paix entre son gouvernement et les deux principales guérillas du pays, les Forces armées révolutionnaires de Colombie(FARC) et l'Armée de libération nationale(ELN), pour mettre fin à plus de 60 ans de conflit armé.

Selon la chaîne latino-américaine Telesur, les négociations ont commencé secrètement dès août 2010, tout de suite après l'accession de Santos à la présidence et la reprise des relations diplomatiques entre le Venezuela et la Colombie, gâchées par son prédécesseur, Alvaro Uribe.

Généralement bien accueillie dans le pays et dans toute l'Amérique latine, notamment par les pays de l'UNASUR, l'initiative est répudiée par l'oligarchie terrienne et d'importants secteurs militaires qui profitent des intérêts états-uniens dans la région.

Déjà, le 12 juin, pendant une cérémonie de graduation d'officiers militaires, le président avait dû rappeler aux Forces armées que, « *partout dans le monde, les officiers militaires veulent la paix* » et que, « *s'ils vont en guerre, ils le font ultimement pour la paix* ».

Mais, révélant que plus de 12 400 militaires font aujourd'hui l'objet d'enquêtes judiciaires, l'influente *Association colombienne des officiers retraités* (ACORE) dénonce l'insécurité juridique et la persécution des militaires. Au contraire, réplique l'anthropologue colombien Alex R. Sierra, ces enquêtes montrent justement l'étendue des crimes commis par les militaires au cours des six longues décades du conflit.

Les ressources financières et matérielles presque infinies – et dont l'usage est confidentiel pendant vingt ans – allouées aux militaires depuis le Plan Colombie et l'incroyable pouvoir de corruption des trafiquants de drogue situent les Forces armées colombiennes au cœur de la criminalité qui sévit dans le pays.

La liste de leurs crimes, rappelle l'écrivain colombien Oto Higueta, est presque sans fin : génocide contre les populations indigènes, disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, torture, trafic de drogue, déplacement de populations paysannes et, surtout, depuis les années 1980, complicité avec les groupes paramilitaires que l'oligarchie terrienne finance pour terroriser les bases sociales des guérillas au moyen d'atrocités et de massacres.

Même après la démobilisation de 37 000 de ces paramilitaires en 2005, les régions

alors nouvellement contrôlées par les Forces armées sont presque immédiatement retombées sous l'influence de nouvelles structures criminelles, les BACRIM (bandes criminelles).

En plus d'avoir espionné le système judiciaire de même que les organisations politiques et sociales du pays, des militaires et agents des services secrets ont aussi attenté contre la vie de politiciens de droite, tels Fernando Londono et German Vargas Lleras, jugés trop zélés dans la lutte contre la corruption.

Depuis plusieurs années, ajoute Alex Sierra, les militaires et les services de renseignement mettent en scène de fausses attaques des FARC (voitures piégées, découvertes d'explosifs, etc.) pour entretenir la crainte d'un éventuel processus de paix.

L'ACORE exige maintenant la liquidation du mouvement populaire *Marche patriotique* qu'ils accusent d'être le « bras politique des FARC ». Cela rappelle l'annihilation de l'*Union patriotique* (UP), un parti politique fondé par les FARC, en 1984, après avoir abandonné la lutte armée.

Devant le succès électoral de la nouvelle formation, l'oligarchie avait alors déclenché le massacre de plus de 3000 cadres de l'UP en quelques semaines, contraignant les FARC à la radicalisation et à la guerre.

Aujourd'hui, plus de dix ans d'application du Plan Colombie et de la politique de « sécurité démocratique » d'Alvaro Uribe ont considérablement renforcé le pouvoir des militaires colombiens. Ceux-ci, affirme Sierra, sont maintenant, bien davantage que les guérillas, une menace à la sécurité publique et au bien-être de millions de Colombiens. Ils ont leur propre ordre du jour et celui-ci ne semble pas coïncider avec la recherche de la paix que désire le pays.

Le président Santos en est bien conscient, lui qui a appuyé, à la mi-décembre, l'approbation par le Congrès de la très controversée loi du « *fuero militar* » selon laquelle les militaires accusés de crimes contre les droits humains seront dorénavant jugés par les cours militaires, échappant ainsi à la justice civile.

Santos a aussi placé trois ex-militaires parmi les six représentants gouvernementaux à la table des négociations de paix, en plus d'insister pour que les opérations et la présence militaire soient maintenues « *sur chaque centimètre carré du territoire colombien* ».

Pour leur part, les FARC ont répondu au refus gouvernemental d'un cessez-le-feu bilatéral durant les discussions, en annonçant, le 19 novembre, qu'elles suspendaient unilatéralement leurs attaques armées pour une période de deux mois.

Elles ont aussi proposé la participation aux discussions des organisations de la société civile, demande étrangement rejetée par les représentants du gouvernement dont c'est pourtant le mandat de gouverner pour tous.

Jusqu'à maintenant, écrit l'ex-directeur du *Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet, le gouvernement se trompe en adoptant la ligne dure envers une guérilla qu'il suppose faible et pressée de conclure rapidement les pourparlers.

Il est vrai qu'aujourd'hui les FARC ne peuvent plus gagner la guerre. La surveillance par satellite et l'usage des drones militaires permettent aux forces armées de contrôler les communications des guérilleros. La forêt vierge, dit Ramonet, est devenue « une jungle de cristal transparent où la survie est de plus en plus aléatoire ».

La guérilla a, de plus, perdu la plupart de ses chefs historiques tandis que la

propagande médiatique, la terreur d'État et tout simplement le temps, lui ont arraché l'appui d'une bonne partie de l'opinion publique.

Mais les FARC, déclare Ramonet, demeurent une formidable organisation que toute l'aide des États-Unis n'a jamais pu vaincre. Elles pourraient tenir encore de nombreuses années dans les montagnes colombiennes, ce que n'accepte plus la nouvelle oligarchie urbaine que le président Santos représente et qui, aujourd'hui, dépasse en puissance et en influence la vieille oligarchie rurale qui est à l'origine du conflit.

Cette nouvelle oligarchie, analyse Ramonet, est alignée sur celle du Brésil et des autres pays dits progressistes d'Amérique latine où les politiques de redistribution ont stimulé la production nationale et la croissance des entreprises locales.

C'est moins dans le sol qu'elle veut investir que dans l'exploitation des immenses ressources minières colombiennes et leur exportation vers l'Asie. Mais, bien sûr, la guerre empêche d'accéder physiquement à une grande part de ces ressources alors que les importants budgets militaires nuisent à une certaine réduction des inégalités permettant de créer une classe de consommateurs qui achèterait les produits que fabrique ou importe la nouvelle oligarchie.

Quant aux FARC, elles n'ignorent pas que l'oligarchie urbaine souhaite la réélection du président Santos en mai 2014 et que, par conséquent, les discussions de paix peuvent difficilement déborder cette échéance. Par les ouvertures spectaculaires dont elles font preuve et en faisant un peu durer les choses, elles espèrent que cette même oligarchie urbaine pressera le gouvernement à s'ouvrir à son tour.

Les FARC savent aussi que la guerre est anachronique dans l'Amérique latine intégrationniste d'aujourd'hui. Comme le dit Ramonet, la réalité leur montre que *« pour une organisation de gauche, malgré les obstacles, la conquête du pouvoir par la voie pacifique et électorale est possible. »*

André Maltais

Copyright © 2013 Global Research